

ce que prétend M. La Rue, c'est que le fumier en couverture est une excellente chose, mais qu'il faut l'appliquer pendant que la terre est encore assez poreuse pour en absorber les sucs.

Voilà les principaux points soulevés par la *Gazette des Campagnes* et la *Semaine agricole*. Je n'ai pas craint de m'y arrêter longuement, parce que je suis sous l'impression qu'il importe que des discussions de cette nature se fassent jour de temps à autre sur nos journaux politiques. C'est le meilleur moyen, je pense, de faire soupçonner à ceux qui ne lisent pas les publications agricoles, qu'il y a d'autres questions, plus importantes pour l'avenir du pays, que celles de la *politiquerie* ordinaire.

Au surplus, je suis tellement pénétré de l'importance du *Petit Manuel* de M. La Rue, que j'ai cru devoir m'inscrire en faux contre les observations critiques,—fort bienveillantes, du reste,—dont il a été l'objet. Si je ne m'abuse, ce livret est en effet destiné à produire un bien immense. Répandu avec profusion,—comme il le mérite cent fois,—au sein de nos campagnes, il fournirait aux cultivateurs une foule de renseignements précieux, et rectifierait bien des erreurs funestes.

Le Conseil agricole offre, paraît-il, trois cents piastres pour la publication d'un *Traité populaire d'Agriculture* : j'avoue ne pas bien comprendre ce qu'on entend par ces mots : *Traité populaire*. Si c'est un *Traité*, il ne saurait être populaire, c'est-à-dire convenir au *peuple*. D'ailleurs, le besoin d'un traité d'agriculture ne se fait pas vivement sentir; nous en avons déjà une multitude. J'ai indiqué plus haut celui de J. Girardin et A. Du Breuil : il serait difficile, je pense, de demander mieux. Ce qu'il faut aux élèves de nos écoles primaires, c'est un bon abrégé, un manuel pratique. Or, il est tout trouvé. Si le Conseil désire encourager les ouvrages agricoles, qu'il donne ses \$300 à l'auteur du *Petit Manuel d'Agriculture*,—et ce